



*Compte-rendu de la table ronde : L'avenir de l'Europe : vers l'autonomie stratégique ?  
Enrico Letta, Rapporteur pour l'UE sur l'avenir du marché unique et  
Claire Lignières-Counathe, Ambassadrice de France au Luxembourg*

## ***L'autonomie stratégique, un enjeu clé pour l'avenir de l'Europe***

Fin novembre, le Luxembourg Investment Forum 2023 proposait des pistes de réflexion sur l'avenir de l'Europe et la question de son autonomie stratégique, technologique, énergétique..... Dans un monde en évolution, bousculé par des changements géopolitiques majeurs, comment l'Europe doit-elle envisager son avenir ? Enrico Letta, ancien Premier ministre italien, aujourd'hui rapporteur pour l'Union européenne sur l'avenir du marché unique, et Claire Lignières-Counathe, Ambassadrice de France au Luxembourg, nous ont partagé leur point de vue sur ces enjeux.

La question de l'autonomie stratégique de l'Europe est au cœur de nombreuses préoccupations. Au cours des 30 dernières années, les États européens ont vécu sans s'inquiéter des enjeux de dépendances. *« À la suite de la chute du mur de Berlin, nous avons pensé que nos valeurs pouvaient s'imposer à travers la planète, que le développement de relations commerciales constituait le meilleur moyen de régler les conflits, commente Enrico Letta. Jusqu'il y a peu, nous dépendions de la Chine pour la production de biens manufacturiers, de la Russie et des pays arabes pour l'énergie, des États-Unis sur les enjeux de sécurité, sans que cela ne pose de problème... Avec le Brexit, le Covid et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous avons dû nous rendre à l'évidence : le monde ne fonctionne pas forcément comme nous le souhaitons. La donne géopolitique a fondamentalement changé. »*

### **L'importance du marché unique**

Dans ce contexte, l'Europe est appelée à réagir, pour à la fois répondre à ses besoins actuels et veiller à garantir sa prospérité à venir. C'est dans ce cadre que le Conseil de l'Europe et la Commission européenne ont confié à Monsieur Letta le soin d'établir un rapport relatif au futur du marché unique.

Si le rapporteur est occupé à rencontrer les divers dirigeants pour évoquer ces enjeux, il défend d'ores et déjà la vision d'un nécessaire renforcement de ce marché, défendant son importance stratégique. *« Aujourd'hui, il a tendance à se fragmenter, alors qu'il faudrait le renforcer et le compléter, notamment en soutenant l'émergence d'un réel marché des capitaux »*, assure-t-il.

À ses yeux, l'Europe doit mettre en place des politiques industrielles autour des enjeux stratégiques pour son avenir. Et, pour cela, elle a besoin d'un marché unique solide. *« Il y a 20 ans, dans le domaine des télécommunications, l'Europe était le centre du monde. Nous avons imposé le GSM au reste de la planète. Aujourd'hui, notre rôle est moindre, notamment en raison de la fragmentation du marché »*, explique-t-il. Un opérateur chinois a en moyenne 420 millions de clients. Un acteur américain en a 110 millions. En Europe, la taille moyenne de la clientèle d'un opérateur est de 5 millions. *« En raison des règles de concurrence qui existe actuellement, nous ne pouvons pas atteindre des échelles permettant de rivaliser avec des acteurs globaux, commente Enrico Letta. Ce qui est vrai pour les télécommunications l'est aussi pour le secteur de l'énergie ou encore de la technologie. Nous pensons à des échelles nationales alors que nous devrions mettre en œuvre des approches à l'échelle du continent à travers le marché unique. »*

### **Consolider le marché des capitaux pour investir dans l'avenir**

Si les États membres, face au Covid notamment, sont parvenus à s'accorder sur des plans de relance ambitieux, force est de constater qu'il reste difficile d'arriver à des consensus sur le renforcement du marché unique... Or, c'est un enjeu clé. *« La transition écologique, notamment, va coûter beaucoup d'argent. Au regard du niveau de la dette des États, il est légitime de se demander qui va pouvoir la financer. Or, aujourd'hui, on constate que 2 % de l'épargne des Européens vont vers les États-Unis et financent l'économie américaine. Cela parce que le marché des capitaux outre-Atlantique est plus attractif, explique Enrico Letta. Il est important, à l'échelle de l'Europe, de consolider un marché unique qui soit puissant et attractif, qui permette de plus facilement mobiliser l'épargne et qui contribue à investir dans le futur de l'Europe, qui puisse contribuer à la transition digitale et à la transition verte. Bien évidemment, il faut que cela soit rentable et pour cela avoir des ambitions industrielles fortes à l'échelle européenne. »*

### **Défendre une vision politique commune**

Avec le conflit ukrainien, les enjeux de sécurité et de défense se sont aussi intensifiés. La mise en œuvre d'une Europe de la défense est devenue une considération critique. *« Sur ce sujet, beaucoup de chantiers ont été entrepris ces dernières années. Avant le début du conflit, en février 2022, l'annexion de la Crimée dès 2014 a constitué un premier signal, assure Claire Lignières-Counathe, Ambassadrice de France au Luxembourg. Au-delà des considérations économiques, l'Europe est et doit être un projet politique. À la suite de l'invasion de l'Ukraine, elle a démontré qu'elle pouvait réagir rapidement et efficacement, en prenant des sanctions ainsi qu'en apportant une aide substantielle, à ce jour plus importante que celle des États-Unis. »*

Bien que membre de l'OTAN, qui a joué un rôle de dissuasion collective clé vis-à-vis de la Russie, l'Union européenne doit renforcer sa défense en dehors de cette alliance stratégique. *« Parce que les États-Unis nous le demandent, que l'administration outre-Atlantique évolue et que nous ne pouvons pas dépendre uniquement de sa coopération, poursuit l'Ambassadrice. De nombreux instruments et mécanismes sont mis en place dans ce sens. Il est notamment important de conforter notre base industrielle de défense, de mieux intégrer ces enjeux à l'échelle du continent en renforçant la coopération structurelle permanente. »*

### **Parler d'une même voix**

Pour Enrico Letta, si la politique de sécurité commune date d'il y a 30 ans, *« l'Europe a accompli plus ces deux dernières années que sur les 28 précédentes en la matière »*. L'Europe, si elle veut faire entendre sa voix à l'échelle globale, n'aurait pas d'autres choix. *« Nous vivons dans un monde de géants. À la table des dirigeants du monde, si nous pouvions prétendre à plusieurs places il y a encore quelques années, aujourd'hui il ne nous en reste plus qu'une. Notre influence géopolitique est moindre. Si nous souhaitons pouvoir défendre nos valeurs, faire valoir nos différences, nous devons pouvoir parler d'une même voix »*, a conclu le rapporteur de l'Union européenne.